

G7 de Biarritz : le Sommet peut-il encore être à la hauteur?

Nicole Gnesotto, professeure du Cnam, titulaire de la chaire Union européenne

Publié le 23 août 2019 – Mis à jour le 30 août 2019

Comme chaque année, les sept démocraties occidentales les plus puissantes de la planète (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume Uni,) réunies au sein du G7, se retrouvent au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement pour réfléchir aux grands enjeux économiques, écologiques, sécuritaires à venir. Ensemble, ils représentent 40% du PIB mondial et 10% de la population mondiale. Le président de la Commission européenne participe à ces sommets. En 2019, c'est la France qui préside le G7 et qui accueille le sommet à Biarritz à partir de demain et jusqu'au 26 août.



BIARRITZ 2019

G7 Biarritz 2019 / @ Futurhit12

Ce n'est pas la première fois que la France est en présidence. C'est même elle qui a inventé cette forme de gouvernance mondiale, en **1975**, lorsque le président **Valéry Giscard d'Estaing** propose à ses collègues chefs d'Etat de réfléchir ensemble aux conséquences du **premier choc pétrolier**. Le postulat de base du G7 est en effet que l'interdépendance accrue des Etats et des économies oblige à de plus en plus de solidarité et de réponses communes aux grands défis de la planète.

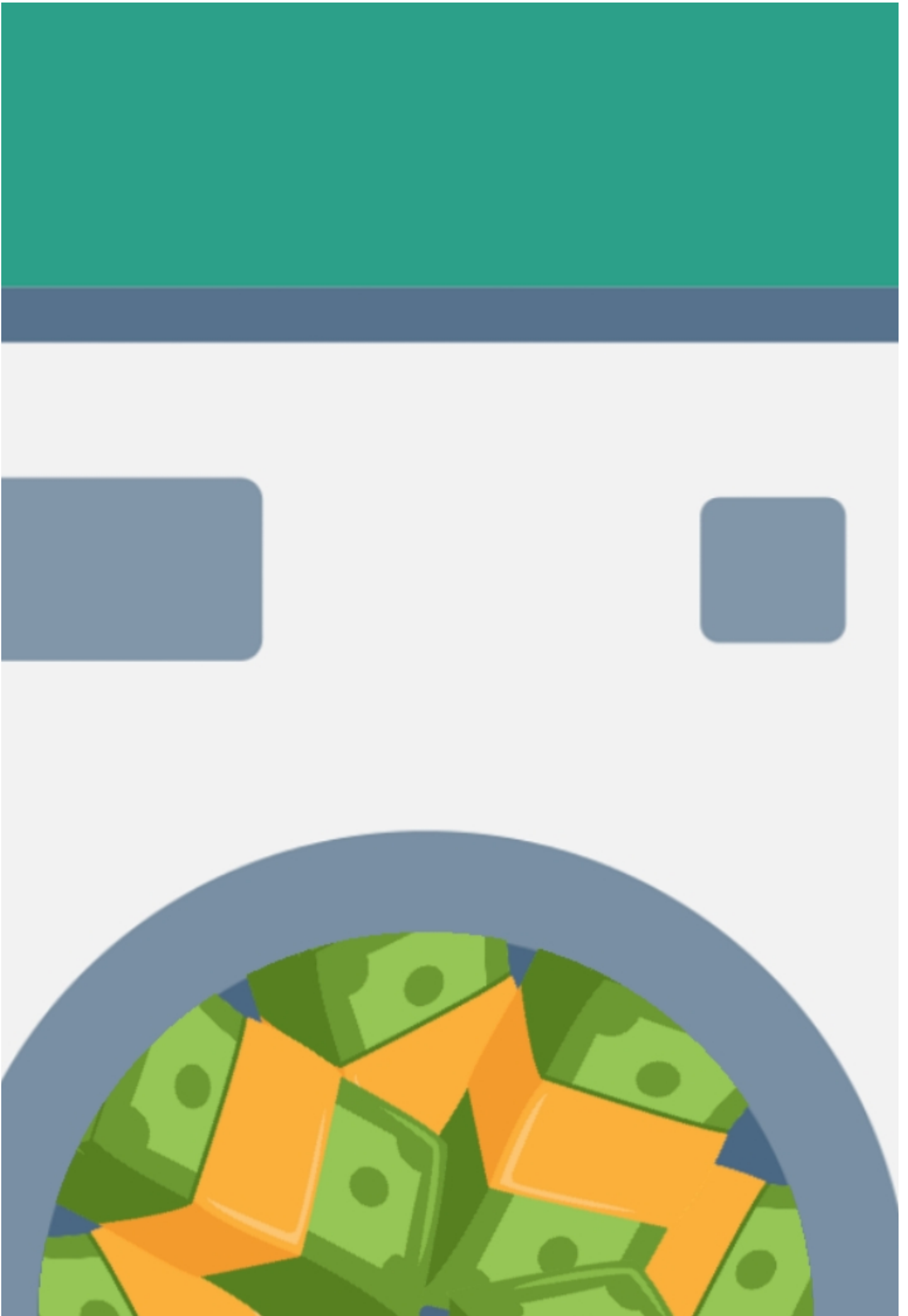
Quarante-quatre ans plus tard, ce n'est plus le pétrole mais les **distorsions de richesse produites par la mondialisation** qui sont sur l'agenda des chefs d'Etat. La France a en effet décidé d'axer sa présidence sur la **lutte contre les inégalités**, objectif qu'elle décline en **5 grandes priorités** : la lutte contre les inégalités de destin (éducation, genre, pauvreté), la lutte contre les inégalités écologiques, la lutte contre les inégalités liées au développement du numérique et de l'intelligence artificielle, la nécessité d'un partenariat avec l'Afrique, et la lutte contre le terrorisme pour assurer la sécurité de tous.

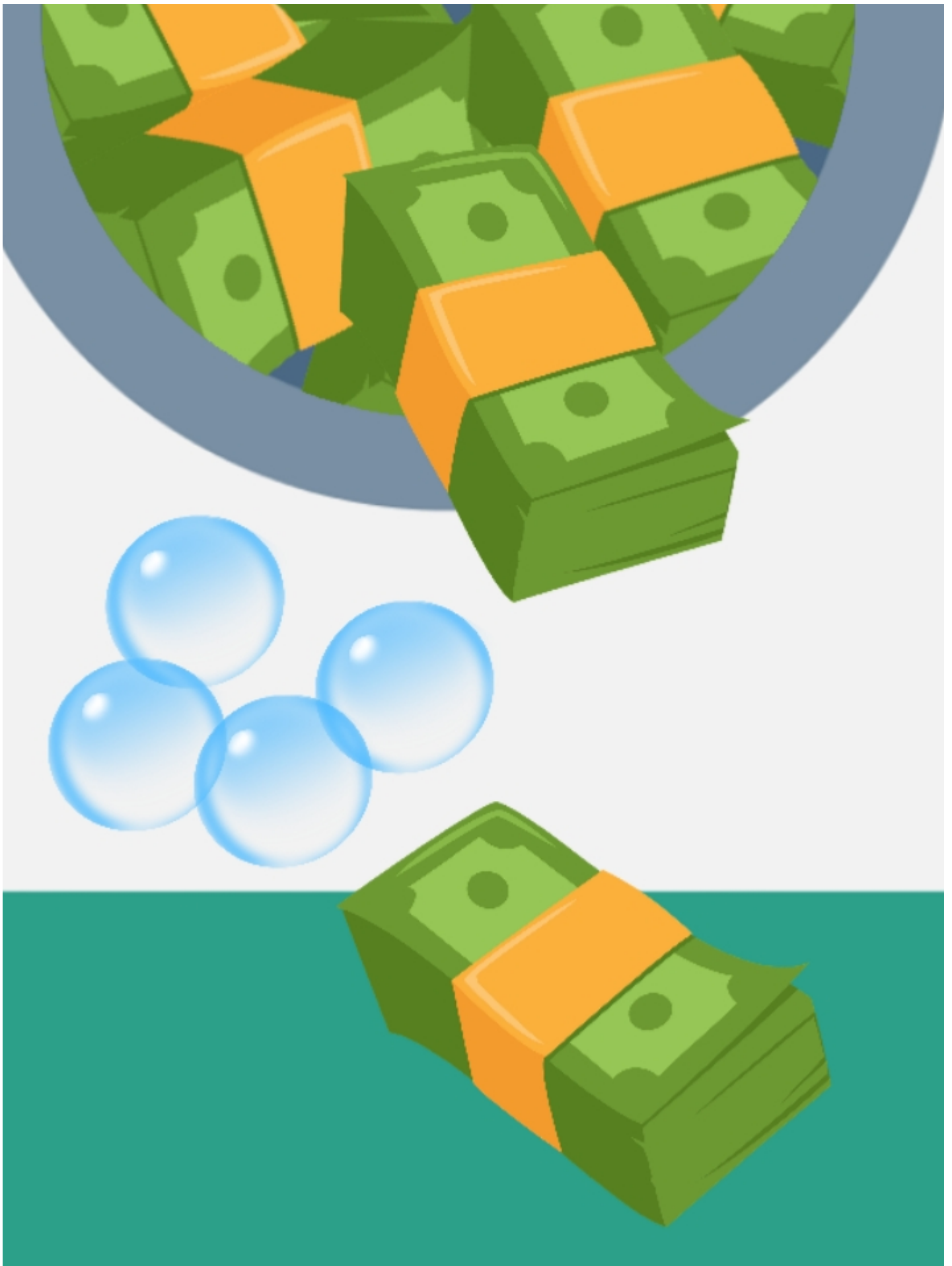
De multiples réunions ministérielles, mais également de nombreuses rencontres avec les ONG et la société civile ont ponctué cette présidence française qui a également souhaité associer au G7 d'**autres grandes démocraties** comme l'Afrique du Sud, l'Australie, le Chili, l'Inde, ainsi que quatre partenaires africains – Burkina Fasso, Egypte, Sénégal, Rwanda.

Au-delà des embrassades et déclarations consensuelles, **quels sont les enjeux de ces réunions au sommet, et notamment de ce G7 sous présidence française?** J'en aborderai trois.

Est-ce utile et efficace ?

On peut s'interroger en effet sur les résultats produits par ces sommets, dont la particularité est d'être parfaitement informels, sans secrétariat permanent ni institutions pérennes pour les préparer d'une présidence à l'autre, et surtout **sans obligations contraignantes**: les déclarations finales relèvent du volontarisme politique et non de l'engagement juridique, et nul ne s'expose à des sanctions s'il oublie par la suite de mettre en œuvre les décisions et bonnes intentions affichées au Sommet. Ainsi la **lutte contre les paradis fiscaux**, que plusieurs G7 avaient mis au centre de leurs préoccupations, reste bloquée par le fait que certains de ces paradis sont aussi à l'intérieur des pays du G7... Celui-ci a bien créé en 1987 un **Groupe d'action financière**, sorte d'organisme intergouvernemental dont l'objectif est de promouvoir des politiques de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Mais **les résultats ne sont pas à la hauteur** des déclarations vertueuses.





Le G7 reste donc une forme de gouvernance mondiale ad hoc, très différente par exemple de l'**ONU** ou du **FMI**, qui reposent sur des bases juridiques et des structures permanentes. Cette souplesse produit avant tout de belles déclarations consensuelles et peu de résultats concrets. Elle a toutefois un avantage : elle permet aux 7 grandes démocraties occidentales d'afficher des objectifs communs, des principes unificateurs, voire des valeurs communes, qui

peuvent servir de guide aux autres Etats de la planète. Certains résultats concrets peuvent aussi être mis à l'actif du G7: la lutte contre le sida par exemple, avec la création en 2002 du **Fonds mondial contre le sida**, la tuberculose et le paludisme, à l'initiative de la France. La lutte contre le réchauffement climatique a également été portée par le G7, jusqu'à aboutir aux résultats de la **Cop 21** en 2015.

Est-ce représentatif et légitime ?

Depuis plus de vingt ans, la mondialisation a fait apparaître de **nouvelles grandes puissances économiques mondiales, comme la Chine, l'Inde, le Brésil**, notamment. **La Chine** représente à elle seule 22% de la population mondiale et près de 20% du Pib mondial. Elle a porté la croissance pendant la précédente décennie, lorsque la crise de 2008 plongeait tous les pays occidentaux dans une récession sévère. Or ces **nouvelles puissances émergées** ne sont pas membres du G7 et les Occidentaux continuent de se comporter comme s'ils dirigeaient le monde et en établissaient seuls les règles et les valeurs. La Russie avait bien été invitée en 1997 à rejoindre le groupe, devenu dès lors G8, mais l'annexion de la Crimée par Vladimir Poutine en 2014 avait entraîné, très légitimement d'ailleurs, son exclusion. Pour pallier ce **déficit de représentativité** au regard des nouvelles puissances de la mondialisation, les Occidentaux ont décidé la création d'une nouvelle enceinte informelle appelée **G20**, créée en 2008 pour tenter de résoudre la crise économique mondiale venue de l'emballement du capitalisme financier^[1]. Ces 20 pays représentent désormais 85% de la production économique mondiale et les deux tiers des habitants de la planète. En termes de légitimité, le G20 est imbattable. En termes d'efficacité, il a les **mêmes insuffisances que le G7** dans la mesure où ses décisions ne sont pas juridiquement contraignantes.



Donald Trump est-il compatible avec le G7 ?

Bien que pays le plus puissant de l'Occident et peut-être encore du monde, les Etats-Unis sous la présidence de Donald Trump ont adopté des **politiques très différentes de celles qui caractérisent depuis 70 ans les démocraties occidentales**: éloge du protectionnisme à l'encontre de toute les pratiques de l'économie libérale de marché ; provocations climato-sceptiques qui ont entraînées le retrait des Etats-Unis de la Cop 21 et empêché, en 2018, une harmonie suffisante au G7 pour produire une déclaration finale digne de ce nom ; ignorance quasi systématique de la défense des droits de l'Homme et des valeurs démocratiques ; rupture du consensus mondial sur l'Iran avec dénonciation de l'accord de 2015 et multiplications des provocations contre l'Iran au risque de faire sombrer la planète

dans un nouvel affrontement déstabilisateur, etc. **Comment dès lors afficher la communauté de vue des Occidentaux** si le premier d'entre eux est entré en dissidence contre l'Occident? **Comment être efficace quand les principes de base de l'action politique ne sont plus partagés?**



[1] Le G20 réunit chaque année (et depuis la crise financière de 2008) 20 chefs d'État et de gouvernement : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie, Union Européenne.

► | Economie | Environnement | International | Mondial

L'auteure

Nicole Gnesotto,
professeure titulaire de la chaire Union européenne

+ tous ses articles



[http://strategies.cnam.fr/blog/g7-de-biarritz-le-sommet-peut-il-encore-etre-a-la-hauteur--1102748.kjsp?RH=152759633:](http://strategies.cnam.fr/blog/g7-de-biarritz-le-sommet-peut-il-encore-etre-a-la-hauteur--1102748.kjsp?RH=152759633)